
Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte
Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris
(Institut historique allemand)
Band 10 (1982)

DOI: 10.11588/fr.1982.0.51205

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

nisse in Frankreich hat Oelsner als Augenzeuge erlebt. Einen deutschen Weg in die Revolution hat er sich mehr oder weniger nur als Kopie des französischen Vorbildes vorstellen können; er träumte überall von Revolutionen – bis zu einer solchen in England. Erst spät wurde er sich darüber klar – nach seiner Enttäuschung – daß die Revolution in anderen Ländern keine wirkliche Aussicht hatte. Der persönliche Umstand war in etwa der folgende, er sah Frankreich mit den Augen des Deutschen und Deutschland mit den Augen des Franzosen, er übergang die Wirklichkeiten und wurde so schließlich in beiden Ländern ein Emigrant.

Diese Oelsner gewidmete Monographie zeugt von hervorragender Kenntnis der französischen Revolution, schon insofern ist ihm eine weite Leserschaft zu wünschen.

Karl HAMMER, Paris

Hansgeorg MOLITOR, *Vom Untertan zum Administré. Studien zur französischen Herrschaft und zum Verhalten der Bevölkerung im Rhein-Mosel Raum von den Revolutionskriegen bis zum Ende der napoleonischen Zeit*, Wiesbaden (Franz Steiner) 1980, 248 p. (Veröffentlichungen des Instituts für Europäische Geschichte Mainz, 99, Abteilung Universalgeschichte).

Rarement époque n'a été mieux servie par l'historiographie que celle qui concerne l'histoire de l'Allemagne au moment de la Révolution française et de la domination napoléonienne. Depuis quelques années, les ouvrages et études de valeur publiés par les historiens allemands¹ s'ajoutent les uns aux autres sur les rayons des bibliothèques. Grâce à H. Berding, à E. Fehrenbach, à E. Weis, à R. von Oer, à W. v. Hippel, à d'autres encore, la Confédération du Rhin et les principaux états qui la constituèrent nous sont de mieux en mieux connus. La rive gauche du Rhin, devenue, pour un temps, partie intégrante de la France, nous a valu les travaux de K.-G. Faber, ceux d'A. Kuhn, ceux des historiens installés à Mayence (Dotzauer, Dumont, Mathy, Eckhardt), ceux déjà publiés à l'instigation de W. Schieder sur les problèmes ruraux (Dipper, Müller, Kube, etc.)² Voici qu'à une production déjà abondante et, le plus souvent, de qualité, Hansgeorg Molitor vient ajouter sa contribution sous forme d'une étude présentée comme dissertation d'habilitation devant l'Université de Tübingen et dont il faut dire, d'entrée, qu'elle constitue un apport indispensable à la connaissance de l'histoire des pays de la rive gauche du Rhin entre 1792 et 1813.

L'ampleur de la documentation française et allemande, tant dans le domaine des sources que dans celui de la bibliographie,³ l'usage qui en est fait, tout au long de ce travail, montrent à l'évidence toute l'étendue des connaissances de l'auteur même si, sujet oblige, il n'a cru devoir n'en livrer qu'une faible partie. Le titre, »Du sujet à l'administré« est accrocheur, le sous-titre est explicite et précise bien le thème de l'étude. Il entraine dans les intentions de l'auteur, de présenter deux problèmes: 1° le processus d'ordre essentiellement institutionnel et administratif qui avait fait passer les habitants des territoires constituant le département de Rhin-et-Moselle de la condition de sujet à celle d'administré; 2° l'attitude des populations devant la domination

¹ L'historiographie française n'est pas en reste, qu'il suffise de rappeler les travaux, en vérité souvent plus anciens, de R. CAPOT-REY, M. DUNAN, J. GODECHOT, J. DROZ, F.-G. DREYFUS.

² L'auteur de ce compte-rendu n'a pas eu la prétention de dresser un palmarès exhaustif; l'omission de tel ou tel auteur ne saurait être interprétée comme un jugement défavorable à son égard.

³ A notre connaissance, il n'y a que deux études qui ont échappé à la perspicacité de Molitor: Camille PITOLLET, *Le Lycée français de Bonn*, *Revue internationale de l'Enseignement*, 1921, t. LXXV, p. 117-137 et 191-202; Kurt BECKER, *Wirtschafts- und Verkehrsgeschichte der oberen Nahe* (Sonderdruck aus der *Heimatchronik des Landkreises Birkenfeld*) Köln 1961, *Archiv für Deutsche Heimatpflege*, p. 79-222.

française, particulièrement les institutions et la législation par lesquelles elle s'exerçait, ainsi que devant les changements ou bouleversements qu'elle avait introduits dans la vie quotidienne.

En 19 années, comme le souligne l'auteur (p. 211), les habitants de la rive gauche du Rhin sont passés directement de la condition de sujets à celles d'administrés, «objets» d'une administration toujours plus perfectionnée et centralisée, sans avoir eu la possibilité, comme les Français de la vieille France, d'être, entre temps, devenus des citoyens en posture de participer à la construction de leur propre destin. A quoi il faut ajouter la communauté de statut et de législation imposée à une région autrefois partagée en une centaine de souverainetés. On comprend, dans ces conditions, le choix qui a été fait du département de Rhin-et-Moselle comme cadre administratif de cette étude, puisqu'il rassemblait pas moins de 84 territoires, seigneuries ou possessions de la Reichsritterschaft, encore que, pour l'auteur, il n'ait été «ni un département modèle, ni représentatif de la moyenne des départements» et bien que des conditions historiques et naturelles défavorables aient été à l'origine de problèmes particuliers pour les habitants et pour l'administration.

Il est évident, toutefois, que le choix du département comme cadre de cette étude a introduit une sorte de hiatus, ou de difficulté supplémentaire, dans celle-ci. Le système des départements, arrondissements, cantons et communes, en effet, n'a été introduit sur la rive gauche du Rhin qu'au début de 1798, soit après cinq années d'expérience française. Ce fut, après le traité de Campo-Formio et lors du congrès de Rastatt, un des moyens utilisés par le Directoire pour préparer l'annexion définitive de la région à la France. Il prenait la relève de tous les systèmes administratifs, bien analysés par l'auteur, utilisés successivement par les Français, depuis 1792, uniquement dans le but de pourvoir aux besoins de leurs armées.

Le livre se divise en trois parties: 1^o une étude de géographie et d'histoire administratives présentant, successivement: la configuration et les ressources de l'espace rhéno-mosellan, les étapes de la conquête militaire française, l'évolution des structures administratives introduites par le conquérant; – 2^o une analyse des éléments permettant d'expliquer les attitudes des populations: l'enseignement de l'Ancien Régime à l'époque napoléonienne, les moyens d'information et de propagande (presse locale et presse «étrangère» lue dans la région, censure, propagande proprement dite), la surveillance des comportements politiques de l'époque pré-révolutionnaire à Napoléon; – 3^o un examen approfondi et diversifié des comportements comprenant de nombreuses rubriques: vie des associations et clubs politiques de la période révolutionnaire et des «cercles», «loges», «sociétés» a-politiques du Consulat et de l'Empire, évolution de l'esprit public de la fin de l'Ancien Régime au départ des Français, c'est-à-dire des attitudes de la population devant les problèmes politiques (affaires relatives à la nouvelle organisation ecclésiastique et à la réglementation de la pratique religieuse, désir de paix, patriotisme territorial, conscription, etc.) bref, une auscultation de toute la gamme des opinions vis à vis du régime français: «abstentionnisme», acceptation résignée, «collaboration», opposition.

La lecture de l'ouvrage incite à la discussion. On est surpris, dès l'abord, que l'étude des institutions administratives tienne autant de place que celle de l'opinion. On pouvait s'attendre, puisqu'il s'agissait d'un pays d'abord occupé, puis annexé, à ce que la seconde ait été quelque peu privilégiée. A la réflexion, l'on s'aperçoit qu'il était difficile à l'auteur de procéder autrement puisqu'il voyait, dans les institutions, le principal moyen utilisé par les autorités françaises pour faire passer les habitants de la rive gauche du Rhin de la condition de «sujet» à celle d'«administré». Il est dommage, dans ces conditions, qu'il n'ait pas cru devoir mettre davantage en lumière ce qui distinguait l'administré de la période napoléonienne du sujet de l'Ancien Régime. Il aurait, ainsi, pu rappeler que la «sujétion» était la marque d'un statut de droit et que la situation d'administré résultait à la fois d'un statut de droit et d'une pratique constitutionnelle. Que ce soit sous le Directoire, sous le Consulat ou sous l'Empire le Français est un citoyen qui, par des moyens constitutionnels, se trouve dans l'impossibilité d'exercer

pleinement ses attributions de citoyen, mais vit sous un régime qui assure l'égalité de tous devant la loi et ne reconnaît plus aucun privilège de naissance. Sous le Directoire, les pays de la rive gauche du Rhin ont reçu l'essentiel de la législation française issue de la Révolution mais ils n'ont pas connu la distinction entre citoyens actifs et citoyens passifs, puisque les élections prévues par la Constitution de l'an III n'y furent pas organisées. Les Constitutions du Consulat et de l'Empire y furent pleinement appliquées; l'on sait qu'elles aménageaient le suffrage universel de telle sorte que le libre choix des citoyens ne pouvait s'exercer dans sa plénitude, même à l'échelon des assemblées de canton.

Avec raison, Hansgeorg Molitor a voulu embrasser les réactions de la population dans son ensemble et ne pas limiter son étude à celle de l'attitude de telle ou telle personnalité en vue, de tel ou tel groupe social choisi de préférence à tel autre. Là résidait, assurément, une des difficultés de l'entreprise et l'auteur l'a remarquablement surmontée. Il est bien plus malaisé, en effet, d'étudier le comportement de ce que nous appelons aujourd'hui la «majorité silencieuse», que celui de tel ou tel «matador» (pour reprendre une expression en usage à Mayence en 1792–1793) que l'on risque, abusivement, de considérer comme un échantillon représentatif de la majorité de ses concitoyens. Ce choix délibéré, dont il faut le louer, a, évidemment, condamné Molitor à ne pas parler des grands personnages, pas même de Goerres, très «sollicité», il est vrai, par les historiens de l'ancienne génération et dont l'opposition à la France ne se manifesta que lorsqu'il séjourna à l'étranger (Heidelberg, 1808) ou après que les Français eurent quitté le pays.

Ceci dit, il convient d'apprécier le grand talent avec lequel l'auteur a su utiliser les sources administratives et les sources privées pour étudier les pulsations de l'opinion publique. Molitor, et c'est sans doute l'apport essentiel de son travail, a montré que c'était une erreur de poser le problème de l'esprit public dans ce pays annexé, uniquement en termes de patriotisme ou de nationalisme, d'adhésion ou d'hostilité à la France, de fidélité ou d'infidélité à l'Allemagne. Il a souligné que les manifestations les plus bruyantes d'approbation du régime français, de même que les signes les plus visibles d'opposition, n'ont été que des phénomènes très marginaux, considérablement exagérés par les fonctionnaires français ou par les adversaires de la présence française. Presque toujours les expressions de mécontentement ont concerné les problèmes de l'existence quotidienne (pratique religieuse, impôt, service militaire, douanes) et n'ont nullement impliqué une prise de position politique. On peut regretter que, dans son étude du quotidien, l'auteur n'ait pas tenté une analyse, en profondeur, de ce qui, pour les paysans, la grande majorité de la population, a, peut-être, constitué une déception: la vente des Biens Nationaux dans des conditions plus défavorables aux petites gens que dans la France de l'intérieur, la poursuite de la perception de toutes les rentes foncières résultant d'une concession de fonds (à l'exception de celles grevant les propriétés dites nationales) qui, durant toute la période napoléonienne, s'est traduite par des chicanes, par des procès entre créanciers et débiteurs qui croyaient que l'abolition de la «féodalité» les avait libérés de cette obligation.

Pour Molitor, les populations de la rive-gauche du Rhin ne se sont pas comportées différemment de celles de l'ancienne France. Elles avaient supporté, sans trop murmurer, les charges de l'Ancien Régime, puis avaient manifesté plus bruyamment contre elles, en écho aux événements de France et, enfin, s'étaient d'autant plus facilement résignées au régime napoléonien qu'il coïncida avec l'annexion et que celle-ci mit fin aux excès et aux abus de l'occupation militaire. Cette attitude leur fut d'autant plus facile à adopter que la domination napoléonienne, Molitor le souligne à plusieurs reprises, n'eut rien d'oppressif ou de sanguinaire.

Ce livre démontre clairement que ceux qui ont tenté d'analyser l'attitude des populations rhénanes en termes de fidélité à la patrie allemande ou de trahison envers elle, en termes d'acceptation ou de refus du régime français, se sont trompés. Ils ont projeté sur la période 1792–1813 des préoccupations qui furent celles des hommes du XIX^e et du XX^e siècles. Ils ont oublié que le patriotisme des années de la Révolution et de l'Empire ne se manifesta pas comme celui des décennies postérieures. Si Molitor avait voulu déborder le cadre chronologique de son

étude, il eût, sans doute, démontré qu'après 1815, les populations rhénanes surent parfaitement concilier leur attachement aux institutions héritées de la domination française et leur vénération pour Napoléon, avec la plus parfaite loyauté envers les souverains dont ils héritèrent en vertu du traité de Vienne et, plus tard, avec la plus sincère adhésion à l'Empire allemand. Dans ce domaine, Hashagen et Sagnac nous avaient, malgré eux, appris ce qu'il ne fallait pas faire. Hansgeorg Molitor ne récuse pas systématiquement ses deux illustres prédécesseurs, il sait, avec discrétion, rappeler pourquoi ils se sont trompés, pourquoi ils ne pouvaient que se tromper.

Il serait impardonnable d'oublier cette leçon. Puisse, dans un proche avenir, Hansgeorg Molitor nous livrer le reste de tout ce qu'il sait de l'histoire de la rive gauche du Rhin entre 1792 et 1813.

Roger DUFRAISSE, Paris

Alan FORREST, *The French Revolution and the Poor*, Oxford (Blackwell) 1981, 8°, X-198 S.

Gebannt von den vorwärtstreibenden, progressiven Kräften und sozialen Bewegungen in der Französischen Revolution, würde die neuere tonangebende Revolutionshistoriographie – trotz richtungweisender Arbeiten der Zeit um 1900 – die Kehrseite und die mittelbaren Rückwirkungen des politischen Prozesses in Paris auch weiterhin vernachlässigen, wenn nicht vor allem eine englische Historikergruppe um Richard Cobb den Alltag und die Leidtragenden der Revolution von der Provinz her erforschen würde. War die Cobb-Schülerin Olwen Hufton bei einer Regionalstudie über Bayeux auf das Armutproblem im 18. Jh. gestoßen und hatte ihm eine mustergültige Gesamtdarstellung gewidmet,¹ so führt nun ihr »Kollege« von der Universität Manchester diesen Ansatz für die Revolutionszeit fort: ebenfalls von eigenen landesgeschichtlichen Vorarbeiten ausgehend,² hat er zwei Dutzend Departemental-, Stadt- und Krankenhausarchive bereist und im Pariser Nationalarchiv vor allem die Serie »F 15« (Hospices et secours) ausgewertet, um die teilweise noch offene Frage, ob die revolutionäre Sozialgesetzgebung gegenüber dem Pauperismus »vor Ort« überhaupt angemessen und wirksam war, empirisch zu beantworten.

Sein Befund ist überwiegend ähnlich negativ wie das alte konservative Verdikt von Léon Lallemand, allerdings wesentlich differenzierter und besser belegt als dort. Zwar erhoben die Nationalversammlung und ihr Comité de Mendicité vorrevolutionäre humanitäre Bestrebungen, die von Kirche und freiwilligen Almosen abhängige, durch Wirtschaftskrise und Frömmigkeitsschwund zunehmend prekäre, fast nur lokale Armenfürsorge des Ancien Régime durch nationale, staatliche Einrichtungen zu ersetzen, zum Grundsatz ihrer Sozialpolitik und vollzogen damit im politischen Willen wie in der Gründlichkeit statistischer Erhebungen durchaus einen »qualitativen Sprung«. Aber die alltägliche Notlage der Armen wurde dadurch nur wenig und vorübergehend erleichtert. Einerseits – zumal während der Jakobinerdidaktur – wurden Armen- und Krankenhäuser als Hauptstützen der traditionellen Armenhilfe durch Verstaatlichung ihres (kirchlichen) Grundbesitzes, Abschaffung ihrer seigneurialen Abgabenrechte, Absetzung ihrer Verwalter, Abdrängung ihrer meist geistlichen Pflegeschwestern und Belegung mit verwundeten Soldaten in ihrer finanziellen Grundlage so stark erschüttert, daß ihr knappes

¹ O. HUFTON, *The Poor of Eighteenth-Century France, 1750–1789*, Oxford 1974.

² Vgl. folgende Arbeiten von A. FORREST: *The condition of the Poor in Revolutionary Bordeaux*, in: *Past & Present* 59 (1973) S. 147–177; *La Révolution et les hôpitaux dans le département de la Gironde*, in: *Annales du Midi* 86 (1974), S. 381–402; *Society and Politics in Revolutionary Bordeaux*, Oxford 1975; *Military Recruitment and the Popular Classes in France*, in: *Sociétés et groupes sociaux en Aquitaine et en Angleterre. Actes du Colloque franco-britannique ...*, Bordeaux 1979, S. 239–253.